

CABINET HENRI ROCHE

ERNST & YOUNG Audit

Medicréa International

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

CABINET HENRI ROCHE
12, rue Germain
69006 Lyon
S.A.R.L. au capital de € 15.200

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG Audit
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Medicréa International

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Medicréa International, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes C/6, C/7 et C/20 de l'annexe des comptes consolidés exposent les règles d'évaluation, de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des impôts différés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon, le 14 mai 2012

Les Commissaires aux Comptes

CABINET HENRI ROCHE



Henri Roche

ERNST & YOUNG Audit



Lionel Denjean



**COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
NORMES IFRS
AU 31 DECEMBRE 2011**

- ==> Bilan
- ==> Compte de résultat
- ==> Résultat global
- ==> Tableau de variation des capitaux propres
- ==> Tableau de flux de trésorerie
- ==> Notes sur les états financiers

BILAN

En Euros	Notes	Total IFRS 31/12/2011	Total IFRS 31/12/2010
Ecarts d'acquisition	I.1.3	2 419 861	2 419 861
Immobilisations incorporelles	I.1.2	3 622 869	3 425 292
Immobilisations corporelles	I.1.2	3 624 660	3 678 748
Immobilisations financières	I.1.2	362 747	295 589
Impôts différés	I.4	1 177 556	1 251 328
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		11 207 693	11 070 818
Stocks et en-cours	I.3	5 291 874	5 224 889
Clients et comptes rattachés	I.2	2 412 198	2 983 341
Autres actifs courants	I.2	1 899 411	1 164 949
Autres actifs financiers courants		10 162	8 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie	I.5	1 446 974	1 569 709
TOTAL ACTIFS COURANTS		11 060 619	10 951 378
TOTAL ACTIF		22 268 312	22 022 196

En Euros	Notes	Total IFRS 31/12/2011	Total IFRS 31/12/2010
Capital	I.6	1 320 212	1 278 462
Primes d'émission, de fusion, d'apport	I.6	33 074 052	31 408 383
Réserves consolidées	I.6	(19 485 801)	(17 593 006)
Résultat Groupe de l'exercice	I.6	(2 394 797)	(2 507 774)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		12 513 666	12 586 065
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES		(6 526)	2 712
Avances conditionnées	I.6.4	798 612	444 538
Provisions non courantes	I.8	273 481	284 336
Impôts différés	I.4	130 757	129 011
Dettes financières long terme	I.7	2 216 915	2 974 688
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 419 765	3 832 573
Provisions courantes	I.8	136 645	29 690
Dettes financières court terme	I.7	1 890 725	1 506 367
Autres passifs financiers courants		31 470	13 460
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	I.9	3 129 291	2 522 340
Autres passifs courants	I.9	1 153 276	1 528 989
TOTAL PASSIFS COURANTS		6 341 407	5 600 846
TOTAL PASSIF		22 268 312	22 022 196

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RESULTAT

En Euros	Notes	Total IFRS 31/12/2011	Total IFRS 31/12/2010
Chiffre d'affaires	I.11	19 055 477	18 163 680
Coût des ventes	I.12	(5 554 520)	(4 621 928)
Marge brute		13 500 957	13 541 752
Frais de recherche et développement		(1 307 151)	(855 189)
Frais de commercialisation		(8 132 499)	(7 860 893)
Commissions sur ventes		(1 991 274)	(2 172 058)
Frais administratifs		(4 014 085)	(3 652 524)
Autres produits et charges opérationnels	I.15	223 980	(285 502)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(1 720 072)	(1 284 414)
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(444 193)	(410 883)
Résultat opérationnel après paiements en actions		(2 164 265)	(1 695 297)
Coût de l'endettement financier net	I.16	(201 307)	(234 533)
Autres (charges) / produits financiers	I.16	22 945	(14 052)
(Charges) / produits d'impôts	I.17	(61 521)	(520 618)
Résultat net consolidé		(2 404 148)	(2 464 500)
Résultat Groupe		(2 394 797)	(2 507 774)
Résultat hors Groupe		(9 351)	43 274
RESULTAT NET PAR ACTION	I.19	(0,30)	(0,33)
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION	I.19	(0,29)	(0,31)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Résultat net par action et résultat net dilué par action calculés à partir du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En Euros	Total IFRS 31/12/2011	Total IFRS 31/12/2010
Résultat Groupe	(2 394 797)	(2 507 774)
Ecarts de conversion	167 517	208 392
Résultat global total part du Groupe	(2 227 280)	(2 299 382)
Résultat hors Groupe	(9 351)	43 274
Résultat global total	(2 236 631)	(2 256 108)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minori- -taires	Capitaux Propres Consolidés
CAPITAUX PROPRES - 31/12/2009	7 598 013	1 215 682	10 830 645	12 046 327	(9 084)	12 037 243
Augmentation de capital	392 378	62 780	2 445 819	2 508 599	-	2 508 599
Résultat global de l'exercice 2010			(2 299 382)	(2 299 382)	43 274	(2 256 108)
Stocks options et actions gratuites			299 720	299 720	-	299 720
Autres variations			30 800	30 800	(31 478)	(678)
CAPITAUX PROPRES - 31/12/2010	7 990 391	1 278 462	11 307 602	12 586 065	2 712	12 588 777
Augmentation de capital	260 933	41 750	1 660 917	1 702 667	-	1 702 667
Résultat global de l'exercice 2011			(2 227 280)	(2 227 280)	(9 351)	(2 236 631)
Stocks options et actions gratuites			444 193	444 193	-	444 193
Autres variations			8 021	8 021	113	8 134
CAPITAUX PROPRES - 31/12/2011	8 251 324	1 320 212	11 193 453	12 513 666	(6 526)	12 507 140

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En Euros	Total IFRS 31.12.2011	Total IFRS 31.12.2010
RESULTAT NET	(2 404 148)	(2 464 500)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 167 874	1 162 273
Provisions pour dépréciation	558 031	(120 798)
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	106 018	(11 305)
Charges de personnel liées aux actions	444 193	299 720
Variation d'impôts différés	75 518	520 618
Impôts sur le résultat	(245 775)	(278 818)
Coût net de l'endettement financier	201 307	234 533
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	903 018	(658 277)
Variation des stocks et en cours	(526 665)	(290 446)
Variation des créances clients	568 892	(178 886)
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	606 951	500 079
Variation des autres créances et autres dettes	(1 110 176)	676 050
TRESORERIE PROVENANT DU BFR	(460 998)	706 797
Impôts versés / remboursements d'impôts	278 818	199 522
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	720 838	248 042
Acquisitions d'immobilisations	(2 742 724)	(2 331 599)
Cessions d'immobilisations	589 317	255 023
Subventions reçues / (reversées)	357 274	(134 562)
Autres variations	(66 078)	(53 153)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 862 211)	(2 264 291)
Augmentation de capital	1 702 667	2 508 599
Emission d'emprunts	834 190	2 050 191
Remboursement d'emprunts	(1 429 465)	(797 772)
Autres variations	(12 487)	4 085
Intérêts versés	(179 763)	(194 061)
Produits de placement encaissés	-	2 086
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	915 142	3 573 128
Autres variations	(140 301)	(11 352)
Ecart de conversion relatif aux liquidités	14 657	5 550
VARIATION DE TRESORERIE	(351 875)	1 551 077
Trésorerie à l'ouverture	1 104 062	(447 015)
Trésorerie à la clôture	752 187	1 104 062

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2011

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS au 31 décembre 2011.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext de NYSE – Euronext Paris. Son activité est décrite dans le paragraphe ci dessous.

Les comptes annuels 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 mars 2012.

A/ ACTIVITE

Le Groupe fabrique et commercialise une gamme d'implants destinés à la chirurgie de la colonne vertébrale, reposant sur des techniques dites de « fusion ». Il développe également de nouveaux produits sur la base des techniques dites de « non fusion ». Le Groupe propose une gamme large d'implants comprenant :

- un système de stabilisation et de fixation thoraco-lombaire, le PASS®LP, complété par deux innovations majeures lancées récemment, le PASSMIS® et le LigaPASS®,
- une gamme de cages intersomatiques cervicales et lombaires,
- une gamme d'agrafes compressives JAWS®, pour la fixation cervicale et lombaire,
- une prothèse de disque cervical particulièrement innovante, la GRANVIA® C, associée à la version lombaire, la GRANVIA®L, qui sera commercialisée sur le 1^{er} semestre 2012,
- accessoirement, le Groupe exerce une activité de réparation de micros moteurs pour la chirurgie, principalement pour des distributeurs européens de fabricants américains.

Le Groupe distribue ses produits dans environ vingt cinq pays au travers d'un réseau de commercialisation constitué principalement de sociétés et d'agents indépendants. Afin de mieux maîtriser son organisation de distribution, renforcer la portée des messages techniques et marketing à destination des établissements de santé et des chirurgiens, et conserver une part plus importante de sa marge brute, le Groupe a mis en place des filiales de commercialisation dans certains pays, notamment aux USA, au Royaume-Uni et en France.

L'activité s'articule autour des structures suivantes :

- MEDICREA INTERNATIONAL, siège du Groupe, basée à Neyron à proximité de Lyon, regroupe les activités de direction générale, de distribution à l'export, de marketing, de recherche et développement, de suivi des études cliniques et scientifiques, ainsi que les fonctions administratives et financières pour les différentes entités du Groupe.
- MEDICREA TECHNOLOGIES, basée à La Rochelle, assure la fabrication exclusive des implants rachidiens distribués par l'ensemble des sociétés du Groupe, et la réparation de moteurs pour appareils chirurgicaux, activité transférée récemment sur le site de Neyron.
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK, basée à Cambridge, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement au Royaume Uni.
- MEDICREA USA, basée à New York, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement aux Etats-Unis.

- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, basée à Neyron, assure la distribution des produits du Groupe en Europe Francophone et dans les pays du pourtour méditerranéen.

B/ FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Distribution et activité

==> Chiffre d'affaires annuel de 19 millions d'euros en progression de 5 % par rapport à 2010, malgré le ralentissement du 2^{ème} semestre, lié aux changements d'organisation commerciale intervenus au sein de la filiale américaine

==> 45 % du chiffre d'affaires réalisé aux USA

==> Capacité d'autofinancement positive pour la 1^{ère} fois depuis l'introduction en bourse, à près d'1 million d'euros

==> Besoin en fonds de roulement stabilisé à 27 % du chiffre d'affaires

2. Lancement de nouveaux produits

==> Lancement, lors du congrès de l'Eurospine à Milan en octobre 2011, de 6 nouveaux produits visant à compléter la gamme et à renforcer l'image d'entreprise innovante de MEDICREA, notamment un système de fixation thoraco-lombaire mini-invasif (PASS@MIS), un nouveau moyen de fixation thoracique (LIGA@PASS), une prothèse de disque lombaire (GRANVIA@L) et un implant de corporectomie

3. Recherche et développement

==> 7 nouveaux brevets déposés

==> Marquage CE de 4 nouvelles familles de produit (PASSMIS@ : système de fixation thoraco-lombaire par voie percutanée, LigaPASS@ : dispositif implantable permettant de connecter une tige d'ostéosynthèse à la colonne vertébrale par l'intermédiaire d'un ligament artificiel, LaminoJAWS@ : implant de non fusion permettant la reconstruction de l'arc cervical postérieur et CARYATID@ VBR : implant de corporectomie radio transparent) entrant en phase de commercialisation, et préparation des homologations FDA

==> 6 études cliniques en cours dont 2 aux USA

==> 4 projets cliniques en préparation pour 2012 (2 aux USA et un projet européen de grande ampleur)

4. Organisation

==> Réorganisation et renforcement des équipes commerciales au sein de MEDICREA USA

5. Financement

==> Augmentation de capital pour un montant total potentiel de 2,4 millions d'euros sous forme d'actions à bons de souscription d'actions – 1,4 millions d'euros encaissés au 31 décembre 2011

==> Obtention de 2 nouvelles avances remboursables d'OSEO pour le développement de produits innovants pour un montant total de 470 000 euros

==> Mises en place d'emprunts moyen terme pour un total de 500 000 euros, dont un prêt participatif de 300 000 euros accordés par OSEO.

C/ PRINCIPES COMPTABLES

1. Référentiel comptable

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces normes comprennent les IAS (International Accounting Standards), les IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) et IFRIC (International Financial Interpretation Committee) s'y rapportant.

Les comptes annuels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières en générant une capacité d'autofinancement positive.

2. Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe, arrêtés au 31 décembre 2011. Toutes les participations significatives dans lesquelles le Groupe MEDICREA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les sociétés consolidées au 31 décembre 2011 sont détaillées au paragraphe G, « Evolution du périmètre de consolidation ».

3. Méthode de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères du Groupe MEDICREA sont convertis en euros selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de la période,
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période,
- les écarts résultant de ces méthodes de conversion sont comptabilisés en capitaux propres, en écart de conversion.

4. Elimination des opérations réciproques et intra-groupe

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissement et dépréciation d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

5. Recours à des estimations de la direction

La préparation des comptes consolidés nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat (principalement brevets, écarts d'acquisition, provisions pour passifs courants et non courants, récupération des déficits reportables, valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stocks-options et actions gratuites). Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2011, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels (y compris brevets et écarts d'acquisition) est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

6. Ecarts d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

En application de la norme IAS 36, les goodwill, qui ne sont pas amortis, font l'objet de tests de valeur, dès apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. Ces tests de valeur sont effectués en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

Pour ces tests, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT correspondant à la zone géographique a été identifiée.

7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels.

Les frais de recherche et de développement lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

En 2006, MEDICREA a acquis l'ensemble des brevets relatifs aux systèmes d'implants orthopédiques pour la colonne vertébrale (principalement PASS®med) auprès des chirurgiens concepteurs, moyennant un paiement global et forfaitaire, lui conférant ainsi l'utilisation exclusive de ceux-ci sans limite de durée. Lors du passage aux IFRS, et en application de la norme IAS 38, le plan d'amortissement de ces brevets a été révisé. Le Groupe a utilisé une méthode prospective en amortissant les brevets à compter de 2008 sur la base de la valeur résiduelle sur une durée totale de 10 ans qui correspond également à la durée restante de leur protection juridique.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans
- les installations techniques sont amorties sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 5 et 10 ans
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 2 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés de divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires dans l'usine de La Rochelle.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique, de vidéo surveillance et de contrôle d'accès), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires qui font partie des kits mis à disposition des hôpitaux et cliniques clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans.

9. Actifs financiers non courants

Ils sont constitués essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur valeur non significative. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

10. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

11. Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

12. Trésorerie et équivalents

Ce poste est constitué des liquidités en banque, des fonds de caisse et des valeurs mobilières de placement.

Ces dernières sont constituées principalement de Sicav monétaires et de trésorerie détenues dans l'optique d'être cédées à court terme, ou en garantie de financements obtenus par ailleurs. Une provision est constituée lorsque le cours de bourse de ces placements ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

13. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont converties à leur contre valeur en euros à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges (en résultat opérationnel ou en autres charges et produits financiers suivant la nature de la transaction concernée).

14. Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci après :

- **placements détenus jusqu'à l'échéance** : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition.

- **actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat** : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

- **actifs et passifs constatés au coût amorti** : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur.

- **actifs disponibles à la vente** : aucun instrument détenu ne répond à cette définition.

- **instruments dérivés** : Le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels les opérations de change à terme, les options de change à primes, les CAP de taux d'intérêt. L'essentiel des encours au 31 décembre 2011 couvre des flux.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

15. Provisions et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an ne sont actualisées que si l'impact est significatif.

16. Information sectorielle et géographique

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique, en utilisant le reporting par zones comme outil d'analyse. L'axe géographique correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France et Europe Francophone
- USA
- Royaume Uni
- Reste du monde (y compris Europe non Francophone)

17. Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs, et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe
- leur montant peut être estimé de façon fiable
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas très spécifiques, lorsque le Groupe livre directement certains établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt.

Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

18. Redevances

Les redevances versées aux titulaires des brevets sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales sont enregistrées en produits d'exploitation.

19. Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel. Il comprend le résultat des activités courantes du Groupe ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

20. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Le crédit d'impôt recherche est présenté en diminution des frais de recherche et de développement par type de frais.

21. Avantages accordés au personnel et paiement en actions

21.1. Régime de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus.

De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à la comptabilisation de provisions dans les comptes du Groupe, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2011 sont décrites au point 3 du paragraphe J, « Autres Informations ».

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des régimes de retraites et autres engagements postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. Le Groupe a opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts actuariels. Il n'existe pas de coûts des services passés. L'engagement est constaté au bilan en passifs non courants. Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

21.2. Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits en tenant compte des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options et de la volatilité.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

La description des plans existants, l'évolution du nombre d'instruments en circulation ainsi que l'impact comptable des instruments attribués sont décrits au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

22. Autres produits et charges opérationnels

Les autres charges et produits opérationnels correspondent à des produits et charges inhabituels, peu fréquents et de montants significatifs.

23. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

24. Droit individuel à la formation (DIF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- en cas de désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif.
- en cas de démission ou de licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Une information sur les droits acquis par les salariés est communiquée au point 1 du paragraphe J, « Autres informations ». L'évaluation est exprimée en nombre d'heures, en tenant compte de la prise d'effet du dispositif du droit individuel à la formation.

25. Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation composant le capital social pendant l'exercice, après déduction des actions propres.

Le résultat dilué par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- le nombre d'actions auto détenues à la date d'arrêt de l'exercice
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société

26. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé part du Groupe. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

D/ CHANGEMENT D'ESTIMATION AYANT UN EFFET SIGNIFICATIF SUR LA PERIODE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

E/ EMISSION, RACHAT ET REMBOURSEMENT DE TITRES D'EMPRUNT ET DE CAPITAUX PROPRES

Le Groupe a souscrit en 2011, auprès d'un établissement de crédit, un prêt bancaire à taux variable d'une durée de 3 ans d'un montant de 200 000 euros. Ce prêt est destiné à financer des travaux d'aménagements. Par ailleurs, deux avances remboursables d'un montant total de 470 000 euros, dans le cadre du développement de produits innovants, ainsi qu'un prêt participatif à taux variable de 300 000 euros d'une durée de 7 ans dans le cadre de l'expansion du Groupe à l'international, ont été accordés par OSEO.

Une augmentation de capital d'un montant total potentiel de 2,4 millions d'euros sous forme d'actions à bons de souscriptions d'actions a renforcé les fonds propres en fin d'exercice. Voir point 6.1 du paragraphe I, « capital social ».

F/ DIVIDENDES PAYES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

G/ EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe), MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA TECHNOLOGIES UK, MEDICREA USA et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2011 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA TECHNOLOGIES	La Rochelle, FR	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	Swaffam Bulbeck, UK	100 %	100 %
MEDICREA USA	Wilmington, Delaware, USA	100 %	100 %
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	Neyron, FR	70 %	70 %

Ces pourcentages sont sans changement par rapport à l'exercice précédent. Toutes les filiales sont consolidées par intégration globale.

H/ INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT DU GROUPE

A taux de change identique par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires de l'exercice 2011 se serait élevé à 19,5 millions d'euros. L'impact des variations de change sur le résultat net consolidé 2011 n'est pas significatif.

I/ EXPLICATIONS DES COMPTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

BILAN

1. Immobilisations

1.1 Immobilisations et amortissements relatifs aux deux derniers exercices

Les immobilisations se décomposent comme suit :

Immobilisations – En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Frais de recherche & développement	3 505 420	2 638 735	1 831 370
Brevets et droits similaires	3 011 153	2 840 096	2 698 117
Licences, logiciels	185 230	179 575	125 876
Marques	25 133	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	6 726 936	5 683 539	4 680 496
Terrains	-	61 191	61 191
Constructions	-	786 982	786 982
Installations techniques	2 368 159	1 964 598	1 801 422
Matériel de démonstration	431 170	503 834	385 923
Kits d'instruments	3 232 614	2 767 430	2 230 973
Matériel informatique et bureau	668 603	455 635	430 716
Autres immobilisations	1 063 255	949 845	631 713
Immobilisations corporelles	7 763 801	7 489 515	6 328 920
Dépôts et cautionnements	209 197	142 039	86 499
SICAV pour séquestre	153 550	153 550	-
Immobilisations financières	362 747	295 589	86 499
Total valeurs brutes	14 853 484	13 468 643	11 095 915

Amortissements et provisions – En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Amortissements immobilisations incorporelles	3 104 067	2 258 247	1 612 442
Amortissements immobilisations corporelles	4 139 141	3 810 767	3 265 760
Provisions sur immobilisations financières	-	-	-
Total amortissements et provisions	7 243 208	6 069 014	4 878 202
Total valeurs nettes	7 610 276	7 399 629	6 217 713

Sur une période de 3 années, les variations des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Au 1^{er} janvier	7 399 629	6 217 713	5 374 484
Variation de périmètre	-	-	-
Investissements de la période	2 843 888	2 628 987	2 757 335
Cessions de la période	(1 459 047)	(256 258)	(993 397)
Dotations aux amortissements et provisions	(1 174 194)	(1 190 813)	(920 709)
Au 31 décembre	7 610 276	7 399 629	6 217 713

1.2 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2011

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

En Euros	01.01.2011	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	31.12.2011
Valeurs brutes					
Frais de recherche & développement	2 638 735	-	866 685	-	3 505 420
Brevets et droits similaires	2 840 096	-	171 057	-	3 011 153
Licences, logiciels	179 575	1 537	4 118	-	185 230
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	5 683 539	1 537	1 041 860	-	6 726 936
Terrains	61 191	-	-	61 191	-
Constructions	786 982	-	-	786 982	-
Installations techniques	1 964 598	207	406 192	2 838	2 368 159
Matériel de démonstration	503 834	7 634	249 790	330 088	431 170
Kits d'instruments	2 767 430	54 162	411 022	-	3 232 614
Matériel informatique et bureau	455 635	1 560	342 396	130 988	668 603
Autres immobilisations	949 845	1 572	224 792	112 954	1 063 255
Immobilisations corporelles	7 489 515	65 135	1 634 192	1 425 041	7 763 801
Dépôts et cautionnements	142 039	1 080	100 084	34 006	209 197
SICAV en garantie	153 550	-	-	-	153 550
Immobilisations financières	295 589	1 080	100 084	34 006	362 747
Total valeurs brutes	13 468 643	67 752	2 776 136	1 459 047	14 853 484

En Euros	01.01.2011	Variation taux de change	Dotations	Reprises	31.12.2011
Amortissements					
Frais de recherche & développement	892 025	-	568 785	-	1 460 810
Brevets et droits similaires	1 243 412	-	244 595	-	1 488 007
Licences, logiciels	108 024	1 217	28 902	-	138 143
Marques	14 786	-	2 321	-	17 107
Immobilisations incorporelles	2 258 247	1 217	844 603	-	3 104 067
Terrains	11 562	-	1 103	12 665	-
Constructions	327 019	-	30 514	357 533	-
Installations techniques	1 521 690	249	117 675	35 112	1 604 502
Matériel de démonstration	127 315	8 071	131 278	110 312	156 352
Kits d'instruments	1 173 244	58 001	766 737	324 354	1 673 628
Matériel informatique et bureau	310 172	1 834	119 313	126 511	304 808
Autres immobilisations	339 765	2 756	156 651	99 321	399 851
Immobilisations corporelles	3 810 767	70 911	1 323 271	1 065 808	4 139 141
Total amortissements	6 069 014	72 128	2 167 874	1 065 808	7 243 208

En Euros	01.01.2011	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2011
Valeurs nettes					
Immobilisations incorporelles	3 425 292	320	197 257	-	3 622 869
Immobilisations corporelles	3 678 748	(5 776)	310 921	359 233	3 624 660
Immobilisations financières	295 589	1 080	100 084	34 006	362 747
Total valeurs nettes	7 399 629	(4 376)	608 262	393 239	7 610 276

Les coûts de recherche et développement se rapportant à des projets individualisés et ayant de très sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont inscrits en actifs incorporels et amortis sur 5 ans.

L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante ; les principaux frais engagés concernent le PASS®LP avec notamment le développement d'une version mini-invasive implantable en percutané et d'un nouveau système d'ancrage ligamentaire aux vertèbres, ainsi que plusieurs nouveaux produits innovants lancés en octobre 2011, dont une prothèse de disque lombaire, la GRANVIA®L.

Le montant des frais de R&D capitalisés au titre de l'exercice 2011 s'élève à 866 685 euros contre 807 365 euros en 2010. Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice après imputation du crédit impôt recherche s'élève à 1 307 151 euros (855 189 euros en 2010) y compris 568 785 euros de dotation aux amortissements concernant les frais de recherche activés (402 379 euros en 2010).

La diminution des terrains et constructions s'explique par la vente de l'ancien site industriel de La Rochelle initialement acquis en crédit bail.

L'augmentation des installations techniques résulte principalement de l'achat d'équipements industriels (tours à commande numérique, chaîne d'anodisation et machine de marquage) destinés à améliorer la capacité de production de l'usine de La Rochelle.

Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisés par la force commerciale pour former les clients et prospects aux manipulations des implants et instruments fabriqués par le Groupe.

Le nombre de kits consignés auprès des hôpitaux et cliniques continue d'augmenter sur l'exercice 2011, notamment avec le développement de l'activité aux USA et le référencement de nouveaux clients. Ces kits sont composés d'instruments et d'implants. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans.

Les cessions de matériel informatique et de bureau correspondent à des mises au rebut d'actifs totalement amortis.

Le poste autres immobilisations augmente sous l'effet de l'acquisition d'installations et d'agencements dans le cadre des réaménagements du siège du Groupe et de la filiale américaine.

Les mouvements sur les dépôts et cautionnements concernent MEDICREA USA, à l'occasion du déménagement de la filiale en avril 2011 dans de nouveaux locaux mieux adaptés à son activité.

1.3 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition restent inchangés sur l'exercice et concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO. En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont plus amortis depuis l'exercice 2008, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

1.4 Contrats de location

1.4.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques et de surveillance. Elles s'élèvent en valeur nette à 1 640 205 euros au 31 décembre 2011 contre 1 009 243 euros au 31 décembre 2010 et se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Terrain	-	40 000	40 000
Constructions	-	710 000	710 000
Installations techniques et matériels	1 335 237	1 035 182	895 182
Équipements informatiques et de surveillance	304 968	380 860	145 669
Total valeurs brutes	1 640 205	2 166 042	1 790 851
Amortissement des constructions	-	284 000	248 500
Amortissement des installations	764 047	709 537	679 137
Amortissements équipements informatiques	148 317	163 262	97 444
Total amortissements	912 364	1 156 799	1 025 081
Total valeurs nettes	727 841	1 009 243	765 770

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 580 543 euros au 31 décembre 2011 contre 795 453 euros au 31 décembre 2010.

Les engagements de location financement et de locations financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Valeur d'origine	1 640 205	2 166 042	1 790 851
Amortissement	(912 364)	(1 025 081)	(909 291)
Dont dotation aux amortissements de l'exercice	(177 550)	(131 718)	(115 790)
Valeur nette	727 841	1 009 243	765 770
Redevances payées			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	999 152	1 497 056	1 296 082
Redevances de l'exercice (1)	165 101	200 851	200 974
Total	1 164 253	1 697 907	1 497 056
Redevances restant à payer			
A un an au plus	228 835	210 250	169 309
Entre 1 et 5 ans	394 573	543 198	325 851
Au-delà de 5 ans	-	60 393	90 540
Total	623 408	813 841	585 700
Valeurs résiduelles	4 859	1 858	45 829

(1) À compter de l'exercice 2011, cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

1.4.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité.

En juin 2010, le Groupe a transféré son siège social dans de nouveaux locaux, loués suivant un bail commercial classique de neuf années pour un loyer annuel de 185 040 euros hors taxe.

Les bâtiments exploités à La Rochelle sont également loués pour un loyer annuel de 135 100 euros hors taxe. Depuis avril 2011, MEDICREA USA est installée dans de nouveaux locaux à New York moyennant un loyer annuel de 325 000 USD. Le loyer annuel des installations occupées par la filiale anglaise à proximité de Cambridge s'élève à 9 700 GBP.

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

En Euros	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Loyers immobiliers et matériels	628 754	1 520 457	-	2 149 211

2. Créances clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Créances clients – valeur brute	2 508 793	3 077 685	2 898 799
Provision sur créances douteuses	(96 595)	(94 344)	(70 972)
Créances clients	2 412 198	2 983 341	2 827 827
Créances sociales	93 507	33 235	23 905
Créances fiscales	817 820	644 822	776 305
Autres créances	809 576	139 573	119 918
Capital souscrit appelé non versé	-	-	25 209
Charges constatées d'avance	178 508	347 319	298 278
Provision sur autres créances	-	-	-
Autres actifs courants	1 899 411	1 164 949	1 243 615
Total créances – valeurs brutes	4 408 204	4 246 634	4 142 414
Total créances – valeurs nettes	4 311 609	4 148 290	4 071 442

La diminution du solde clients par rapport au 31 décembre 2010 est liée au ralentissement de l'activité sur le 2^{ème} semestre 2011.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation pour leur montant intégral hors TVA.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche et de la TVA à récupérer, en augmentation par rapport au 31 décembre 2010.

Les autres créances comprennent notamment un produit à recevoir de 350 000 euros consécutif à la résolution d'un litige sur brevets, et 313 000 euros concernant des bons de souscription d'actions exercés dans le cadre de l'augmentation de capital de fin d'exercice, et encaissés sur janvier 2012.

Les charges constatées d'avance intègrent principalement des dépenses d'exploitation déjà réglées, et relatives à l'exercice 2012.

3. Stocks et en-cours

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Matières premières	281 544	181 049	136 863
En-cours de production	419 334	602 160	323 579
Produits semi-finis	505 399	553 884	968 204
Produits finis	5 737 993	5 080 572	4 698 513
Valeurs brutes	6 944 270	6 417 605	6 127 159
Provision pour dépréciation	(1 652 396)	(1 192 716)	(1 367 585)
Valeurs nettes	5 291 874	5 224 889	4 759 574

Les stocks restent stables en valeur nette par rapport à fin 2010. En valeur brute, ils augmentent de 8 %, dans un contexte de mise à disposition de nouveaux produits, nécessitant, dans leur phase de lancement commercial des évaluations sur une période d'environ six mois.

Les provisions pour dépréciation par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Matières premières	30 250	11 886	12 231
En-cours de production	-	4 208	-
Produits semi-finis	175 443	-	249 983
Produits finis	1 446 703	1 176 622	1 105 371
Provisions pour dépréciation	1 652 396	1 192 716	1 367 585

L'augmentation des provisions pour dépréciation des stocks résulte principalement de la prise en compte du risque d'obsolescence sur le PASS®med. Ce produit qui a été remplacé par le PASS®LP n'est plus distribué que sur des marchés choisis de façon très sélective et pour lesquels les systèmes de santé ne permettent pas de rembourser le PASS®LP dans des conditions économiques satisfaisantes. Le PASS®med sera définitivement retiré de l'offre produits du Groupe, à l'issue de l'exercice 2012.

4. Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Déficits fiscaux reportables	1 398 412	1 389 546	1 632 131
Différences temporaires fiscales	-	1 014	312 673
Retraitements de consolidation	(220 856)	(139 232)	(184 099)
Total impôts différés actifs	1 177 556	1 251 328	1 760 705
Différences temporaires fiscales	19 431	-	-
Retraitements de consolidation	111 326	129 011	116 997
Total impôts différés passifs	130 757	129 011	116 997

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles ci sont récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les filiales françaises intégrées fiscalement. Par ailleurs, sur ce même périmètre, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 4,6 millions de pertes reportables non constatées et 1,5 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011
Déficits fiscaux reportables au 1 ^{er} janvier 2011	1 389 546
Utilisation pertes reportables – MEDICREA USA	(121 710)
Activation pertes reportables – MEDICREA UK	105 800
Activation pertes reportables – MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	24 776
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2011	1 398 412

5. Position de trésorerie

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Disponibilités	1 389 618	1 513 908	1 417 564
Valeurs mobilières de placement	57 356	55 801	54 975
Trésorerie et équivalents	1 446 974	1 569 709	1 472 539
Concours bancaires courants	(565 181)	(195 710)	(1 391 506)
Factoring	(129 606)	(269 937)	(529 211)
Trésorerie nette	752 187	1 104 062	(448 178)

Le mois d'octobre ayant constitué le point bas de l'exercice en terme de facturation, les encaissements clients sont en net retrait sur la fin d'année 2011 ce qui explique la diminution de la trésorerie nette par rapport à l'exercice précédent.

Le Groupe a renforcé ses fonds propres sur le 4^{ème} trimestre 2011 par une augmentation de capital d'un montant total potentiel de 2,4 millions d'euros sous forme d'actions à bons de souscriptions d'actions, 1,4 millions ayant été encaissés au 31 décembre 2011.

6. Capitaux propres

6.1 Capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice 2011, le capital social de MEDICREA INTERNATIONAL est composé de 8 251 324 actions au 31 décembre 2011 d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 320 211,84 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Nombre d'actions autorisées	8 251 324	7 990 391	7 598 013
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 190 591	7 990 391	7 598 013
Nombre d'actions non encore libérées	60 733	-	-
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	8 251 324	7 990 391	7 598 013
Nombre d'actions à droit de vote double	2 362 641	2 476 375	2 635 505
Nombre d'actions détenues en autocontrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	2 419	2 419	-

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL sur la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011 se résument comme suit :

- Le 27 juin 2011, après émission de 29 700 actions correspondant à la livraison aux salariés des actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration du 25 juin 2009, le capital social est composé de 8 020 091 actions pour un montant de 1 283 214,56 euros.

- Le 13 décembre 2011, le capital social est porté à 1 310 494,56 euros par l'émission de 170 500 actions nouvelles au prix de 9 euros, auxquelles sont attachés 170 500 bons de souscription d'action donnant droit de souscrire à une action supplémentaire nouvelle pour chaque bon de souscription d'action exercé. Le capital est ainsi composé de 8 190 591 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros pour un montant total de 1 310 494,56 euros.

- Au 31 décembre 2011, 60 733 bons de souscriptions d'actions ont été exercés, donnant lieu à l'émission de 60 733 actions nouvelles. Le capital est alors composé de 8 251 324 actions, dont 60 733 actions non encore libérées et non constatées juridiquement, d'une valeur nominale de 0,16 euros pour un montant de 1 320 211, 84 euros.

6.2 Stock-options et actions gratuites

Le 25 juin 2009, l'Assemblée Générale a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer au profit des salariés des sociétés du Groupe ou de certains d'entre eux d'une part, des options donnant droit soit à la souscription d'actions nouvelles de MEDICREA INTERNATIONAL soit à l'achat d'actions acquises par la société MEDICREA INTERNATIONAL dans les conditions légales, et d'autre part des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 38 mois à compter de l'Assemblée Générale du 25 Juin 2009.

Le 25 juin 2009, le Conseil d'Administration a approuvé au profit des salariés des sociétés du Groupe un plan donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de MEDICREA INTERNATIONAL, ainsi qu'un plan d'attribution gratuite d'actions à émettre de la société.

Lors de cette même réunion, le Règlement du plan d'options de souscription d'actions, ainsi que le Règlement du plan d'attribution gratuite d'actions ont été adoptés.

Le Conseil d'Administration a attribué, lors de sa séance du 16 Juin 2011, 3 500 actions gratuites et 95 500 stocks options à divers salariés des sociétés du Groupe. Ces actions gratuites et stocks options s'ajoutent à celles déjà attribuées par le Conseil d'Administration antérieurement. Ainsi, en cumul, compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2011, le nombre d'actions gratuites et de stocks options attribuées aux salariés s'élèvent respectivement à 104 628 (dont 45 444 actions ont été livrées) et 328 715 au 31 décembre 2011.

Les stocks options attribuées le 16 juin 2011 peuvent être exercées, en tout ou partie, conformément aux modalités suivantes :

- à hauteur d'un tiers des options à compter du 16 juin 2012,
- à hauteur d'un tiers des options à compter du 16 juin 2013,
- à hauteur d'un tiers des options à compter du 16 juin 2014,

sous condition pour le salarié d'avoir la qualité continue de bénéficiaire à chacune de ces dates. Le prix d'exercice des stocks options a été fixé à 9,10 euros pour les salariés hors USA, pour ces derniers le prix d'exercice s'élevant à 11,27 euros.

Pour les actions gratuites, le droit à attribution définitive des titres est subordonné à la présence du salarié dans une société du Groupe pendant toute la période d'acquisition de 2 ans (4 ans pour les salariés américains).

En juin 2011, il a été procédé à la livraison aux salariés de 29 700 actions qui avaient été attribuées gratuitement en juin 2009.

Les contributions patronales de 10 % payées en 2011 sur les stocks options et actions gratuites attribuées par la société se sont élevées à respectivement 6 598 euros et 3 185 euros.

Pour les actions gratuites, les cotisations patronales ont été réglées sur la base d'un cours à 9,10 euros par action. Pour les stocks options, l'assiette des cotisations a été calculée sur la base de 25 % du cours de l'action retenu pour le calcul des cotisations sur les actions gratuites.

La valorisation des avantages octroyés aux salariés sur des paiements fondés en actions conformément à la norme IFRS 2, est détaillée au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

6.3 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée dans la présentation des états financiers au 31 décembre 2011. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2011.

6.4 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par OSEO d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte :

- d'un remboursement de 25 000 euros d'une avance d'un montant total de 100 000 euros accordée par la Région Poitou Charente,
- d'un remboursement de 91 000 euros d'avances conditionnées allouées antérieurement,
- de l'obtention de deux nouvelles avances remboursables pour un montant total de 470 000 euros, octroyées pour le développement d'une prothèse lombaire de non fusion et d'un implant de corporectomie.

7. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 739 401	3 119 766	2 069 571
Crédit bail	420 292	583 540	544 414
Locations financières	160 251	211 913	48 795
Concours bancaires courants	565 181	195 710	1 391 506
Factoring	129 606	269 937	529 211
Intérêts courus bancaires	8 748	8 557	17 866
Intérêts courus sur emprunts	18 991	10 660	15 625
Autres dettes financières	65 170	80 972	28 139
Total	4 107 640	4 481 055	4 645 127

L'ensemble des dettes financières est contractée en euros, hormis un emprunt en dollars souscrit début 2007 (solde de 134 079 USD au 31 décembre 2011), et dont la rémunération est indexée sur l'évolution des taux d'intérêts américains.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués en 2011 dans le cadre des plans d'amortissement existants, et à la souscription de deux nouveaux prêts sur la période : un premier de 200 000 euros en janvier 2011, à taux variable sur une durée de 3 ans, destiné à financer des travaux d'aménagements, et un second de 300 000 euros souscrit auprès d'OSEO, à taux variable sur une durée de 7 ans.

Les autres dettes financières sont essentiellement constituées d'une assurance prospection Coface mise en place dans le cadre du développement sur le marché algérien.

Par nature de taux, les emprunts auprès des établissements de crédit se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Emprunts à taux fixe	727 295	1 017 966	642 327
Emprunts à taux variable	2 012 106	2 101 800	1 427 244
Total	2 739 401	3 119 766	2 069 571

Les deux emprunts moyen terme à taux variable d'un montant initial de 1,125 millions d'euros chacun souscrits en 2009 et 2010 font l'objet d'une couverture de taux.

Le taux d'intérêt moyen de l'exercice 2011 s'établit à 5,80 % contre 5,20 % au titre 2010. Cette évolution s'explique par l'augmentation de l'Euribor 3 mois sur la période, et les commissions de garantie versées à OSEO dans le cadre des financements moyen terme évoqués ci-dessus.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2011	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 739 401	898 274	1 736 127	105 000
Crédit bail	420 292	115 400	304 852	-
Locations financières	160 251	93 605	66 646	-
Concours bancaires courants	565 181	565 181	-	-
Factoring	129 606	129 606	-	-
Intérêts courus bancaires	8 748	8 748	-	-
Intérêts courus sur emprunts	18 991	18 991	-	-
Autres dettes financières	65 170	60 880	-	4 290
Total	4 107 640	1 890 725	2 107 625	109 290

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillées au paragraphe J/1 « Autres informations, engagements hors bilan ».

8. Provisions courantes et non courantes

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Provision pour pensions et assimilés	158 481	126 836	95 124
Provision pour litiges	251 645	187 190	188 203
Total	410 126	314 026	283 327

Les provisions pour litiges concernent des affaires prudhommales avec des salariés.

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Au 1^{er} janvier de l'exercice	314 026	283 327	205 776
Dotations aux provisions	138 290	165 526	130 551
Reprises de provisions – montants utilisés	(28 284)	(134 827)	(53 000)
Reprises de provisions – montants non utilisés	(13 906)	-	-
Au 31 décembre de l'exercice	410 126	314 026	283 327

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2011	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provisions pour pensions et assimilés	158 481	-	-	158 481
Provisions pour litiges	251 645	136 645	115 000	-
Total	410 126	136 645	115 000	158 481

9. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Dettes fournisseurs	3 129 291	2 522 340	2 022 261
Dettes sociales	864 127	1 117 192	764 801
Dettes fiscales	239 171	232 528	199 610
Autres passifs courants	49 978	179 269	46 491
Total dettes d'exploitation	4 282 567	4 051 329	3 033 163

L'augmentation des dettes fournisseurs résulte principalement des lancements de nouveaux produits mis en fabrication sur le dernier trimestre de l'exercice 2011, de l'accroissement des dépenses en recherche et développement, et des frais engagés pour la mise en œuvre de partenariats stratégiques sur les innovations produits.

Au 31 décembre 2011, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

10. Instruments financiers

10.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39 et rappelées dans le paragraphe 14 des principes comptables.

Rubriques	Au 31/12/2011			Au 31/12/2010		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
ACTIF EN EUROS						
Clients et comptes rattachés	D	2 412 198	2 412 198	D	2 983 341	2 983 341
Autres actifs courants (2)	D	809 576	809 576	D	139 573	139 573
Autres actifs financiers courants	B	10 162	10 162	B	8 490	8 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie	B	1 446 974	1 446 974	B	1 569 709	1 569 709
PASSIF EN EUROS						
Trésorerie passive (3)	B	694 787	694 787	B	465 647	465 647
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	31 470	31 470	B	13 460	13 460
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	C	3 412 853	3 412 853	C	4 015 408	4 015 408
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	D	3 129 291	3 129 291	D	2 522 340	2 522 340
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	D	-	-	D	-	-
Autres passifs courants (4)	D	49 978	49 978	D	179 269	179 269

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs disponibles à la vente. Aucun actif ne répond à cette définition

B : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

C : actifs et passifs évalués au coût amorti

D : actifs et passifs évalués au coût

E : placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

10.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2011 et 2010 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31/12/2011	Au 31/12/2010
Produits et charges constatés en résultat opérationnel		34 026	(26 873)
Dont :			
Résultat de change hors instruments financiers	C	36 277	(3 501)
Dépréciations des créances clients et autres créances	C	(2 251)	(23 372)
Produits de placement		4 128	2 931
Dont :			
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement et intérêts sur certificats de dépôt et dépôt à terme	B	4 128	2 931
Charges de financement		(202 429)	(242 023)
Dont :			
Charges d'intérêt	C	(202 429)	(242 023)
Autres produits financiers		52 460	187 992
Dont :			
Gains de change	B	49 272	179 361
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	E	3 188	8 631
Autres charges financières		(32 521)	(197 485)
Dont :			
Pertes de change	B	(12 995)	(182 862)
Résultat sur instruments dérivés	E	(19 526)	(14 623)

Voir paragraphe 10.1 pour la définition des désignations des instruments financiers

10.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL
- un objectif de couverture
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de deux matériaux distincts, le titane et le Peek. Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 49 jours au 31 décembre 2011. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2011, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 1 961 000 euros

- crédits documentaires. A fin décembre 2011, le montant garanti par des crédits documentaires s'élève à 284 480 euros (Algérie, Turquie).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2011	31.12.2010
Créances clients brutes	2 508 793	3 077 685
Montant des impayés de plus de 6 mois	96 595	167 586
% du poste client	3,85%	5,45%
Montant des provisions clients	96 595	94 344
% du poste client	3,85%	3,07%
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	1 262	68 629

Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement. Le Groupe a notamment racheté en 2001 et en 2002 les titres de la société MEDICREA TECHNOLOGIES au travers de différentes opérations financières ayant abouti à la mise en place d'emprunts bancaires désormais totalement remboursés.

Le Groupe a ainsi utilisé une large partie de ses ressources financières, au remboursement de ces emprunts, ce qui a pu obérer sa capacité à consacrer des dépenses plus importantes à ses activités de recherche et de développement et limiter ses actions d'expansion commerciale dans les pays où les coûts de prospection sont élevés.

Les ressources financières obtenues à l'issue de l'introduction en Bourse en juin 2006 (11,6 millions bruts), des augmentations de capital de décembre 2007 et de novembre 2008 (7,7 millions d'euros bruts), des opérations de consolidation des fonds propres réalisées sur l'exercice 2009 (4,5 millions d'euros bruts), et des levées de fonds intervenues en 2010 (2,5 millions d'euros bruts) et 2011 (1,4 millions d'euros bruts) ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Il est cependant possible que le Groupe puisse être amené à lever des fonds supplémentaires si des opportunités de développement de nouveaux produits ou d'acquisitions ciblées de technologies ou de sociétés se présentaient, ou si les besoins en fonds de roulement nécessaires à son expansion sur les nouveaux marchés qu'il convoite, s'avéraient plus importants que prévus.

Avec l'appui d'OSEO qui a délivré une garantie de respectivement 90 % et 70 % des sommes empruntées, le Groupe a obtenu en 2009 et 2010 sur la société MEDICREA INTERNATIONAL deux prêts moyen terme remboursables sur 5 ans de 1,125 millions d'euros chacun, et comportant certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidée inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt

- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Le covenant de dettes financières nettes sur capitaux propres consolidés est bien respecté au 31 décembre 2011. Le covenant sur les dividendes n'est pas applicable à cette même date.

Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Depuis le 1^{er} janvier 2010, les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise du pays. Les filiales n'ont donc plus de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises. Au cours de l'exercice 2011, des opérations de ventes à terme de dollars ont été mises en place au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL pour un total de 2,6 millions de dollars de règlement à effectuer par la filiale américaine sur la période de mars 2011 à décembre 2011, et dont 450 000 dollars ont été reportés sur le 1^{er} semestre 2012.

Le Groupe a souscrit à un emprunt moyen terme en dollars (valeur d'origine 600 000 USD) dont la dernière échéance de remboursement 2012 a été couverte par une opération d'achats à terme de dollars contre euros comme suit :

- janvier 2012 : achat à terme de 134 079 USD au taux de 1,4346

Risques de taux

Au 31 décembre 2011, la dette à taux variable est constituée essentiellement de 2 emprunts moyen terme de 1,125 millions d'euros chacun mis en place en décembre 2009 et en juin 2010.

Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en décembre 2009 sont couvertes par une opération de CAP à prime nulle et avec barrière activante, ayant les caractéristiques suivantes :

Taux plafond garanti : 2,5 %

Taux plancher : 1,75 %

Barrière activante : 1,2 %

Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en juin 2010 sont couvertes par une opération de CAP moyennant le paiement de primes lissées, ayant les caractéristiques suivantes :

Taux plafond garanti : 2,5 %

Montant des primes sur la période de couverture : 9 605 euros

Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé 45 % de son chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2011 en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait augmenter au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter 60 % des ventes consolidées du Groupe.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les filiales américaine et anglaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change ont été mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes.

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2011, se traduirait mécaniquement par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 1 289 000 euros et une augmentation d'environ 59 000 euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2011 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquées aux données de l'exercice 2011 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

COMPTE DE RESULTAT

11. Ventilation du chiffre d'affaires et analyse sectorielle

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Europe, Moyen Orient et Afrique	7 026 418	6 934 808	5 134 001
Asie	771 422	852 978	811 853
Amérique du Sud	2 537 266	1 513 787	975 055
USA	8 605 331	8 733 585	5 703 004
Océanie	115 040	128 522	466 603
Total	19 055 477	18 163 680	13 090 516

11.1 Compte de résultat sectoriel 2011

En Euros	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume-Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2011
Chiffre d'affaires	4 567 391	8 590 984	1 133 008	4 764 094	19 055 477
Coût des ventes	(3 173 812)	(412 367)	(163 266)	(1 805 075)	(5 554 520)
Marge brute	1 393 579	8 178 617	969 742	2 959 019	13 500 957
Frais de recherche et développement	(1 189 165)	(117 986)	-	-	(1 307 151)
Frais de commercialisation	(2 989 634)	(3 569 655)	(917 554)	(655 656)	(8 132 499)
Commissions sur ventes	-	(1 907 421)	-	(83 853)	(1 991 274)
Frais administratifs	(2 938 658)	(838 598)	(236 829)	-	(4 014 085)
Autres produits et charges opérationnels	238 271	(14 291)	-	-	223 980
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 485 607)	1 730 666	(184 641)	2 219 510	(1 720 072)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(444 193)	-	-	-	(444 193)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 929 800)	1 730 666	(184 641)	2 219 510	(2 164 265)
Coût de l'endettement financier net	(201 384)	-	77	-	(201 307)
Autres (charges) / produits financiers	22 435	-	510	-	22 945
(Charges) / produits d'impôts	985	(170 790)	108 284	-	(61 521)
Résultat net consolidé	(6 107 764)	1 559 876	(75 770)	2 219 510	(2 404 148)
Résultat Groupe	(6 098 413)	1 559 876	(75 770)	2 219 510	(2 394 797)
Résultat hors Groupe	(9 351)	-	-	-	(9 351)

11.2 Compte de résultat sectoriel 2010

En Euros	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2010
Chiffre d'affaires	3 686 926	8 733 585	1 548 715	4 194 454	18 163 680
Coût des ventes	(2 529 540)	(393 011)	(218 369)	(1 481 008)	(4 621 928)
Marge brute	1 157 386	8 340 574	1 330 346	2 713 446	13 541 752
Frais de recherche et développement	(740 457)	(114 732)	-	-	(855 189)
Frais de commercialisation	(3 304 569)	(3 079 843)	(901 437)	(575 044)	(7 860 893)
Commissions sur ventes	(45 482)	(2 115 723)	(8 524)	(2 329)	(2 172 058)
Frais administratifs	(2 641 677)	(804 512)	(205 985)	(350)	(3 652 524)
Autres produits et charges opérationnels	(282 937)	(2 565)	-	-	(285 502)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 857 736)	2 223 199	214 400	2 135 723	(1 284 414)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(295 542)	(77 201)	(38 140)	-	(410 883)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(6 153 278)	2 145 998	176 260	2 135 723	(1 695 297)
Coût de l'endettement financier net	(234 633)	-	100	-	(234 533)
Autres (charges) / produits financiers	(94 431)	850	79 529	-	(14 052)
(Charges) / produits d'impôts	(520 618)	-	-	-	(520 618)
Résultat net consolidé	(7 002 960)	2 146 848	255 889	2 135 723	(2 464 500)
Résultat Groupe	(7 046 234)	2 146 848	255 889	2 135 723	(2 507 774)
Résultat hors Groupe	43 274	-	-	-	43 274

11.3 Bilan sectoriel 2011

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2011
Ecart d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 592 377	3 445	27 047	-	3 622 869
Immobilisations corporelles	2 407 587	987 393	198 593	31 087	3 624 660
Immobilisations financières	278 774	83 973	-	-	362 747
Impôts différés	79 565	855 976	242 015	-	1 177 556
TOTAL ACTIF NON COURANT	8 778 164	1 930 787	467 655	31 087	11 207 693
Stocks et en-cours	4 347 007	664 289	280 578	-	5 291 874
Clients et comptes rattachés	851 417	880 604	160 350	519 827	2 412 198
Autres actifs courants	1 857 456	22 135	19 820	-	1 899 411
Autres actifs financiers courants	10 162	-	-	-	10 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 177 398	211 233	58 343	-	1 446 974
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 243 440	1 778 261	519 091	519 827	11 060 619
TOTAL ACTIF	17 021 604	3 709 048	986 746	550 914	22 268 312
Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2011
Capital	1 320 212	-	-	-	1 320 212
Primes d'émission, de fusion, d'apport	33 074 052	-	-	-	33 074 052
Réserves consolidées	(20 297 386)	1 631 529	889 199	(1 709 143)	(19 485 801)
Résultat Groupe de l'exercice	(6 098 413)	1 559 876	(75 770)	2 219 510	(2 394 797)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	7 998 465	3 191 405	813 429	510 367	12 513 666
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	(6 526)	-	-	-	(6 526)
Avances conditionnées	798 612	-	-	-	798 612
Provisions non courantes	273 481	-	-	-	273 481
Impôt différé passif	130 757	-	-	-	130 757
Dettes financières long terme	2 216 915	-	-	-	2 216 915
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 419 765	-	-	-	3 419 765
Provisions courantes	136 645	-	-	-	136 645
Dettes financières court terme	1 890 725	-	-	-	1 890 725
Autres passifs financiers courants	31 470	-	-	-	31 470
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 561 748	438 994	94 260	34 289	3 129 291
Autres passifs courants	989 312	78 649	79 057	6 258	1 153 276
TOTAL PASSIFS COURANTS	5 609 900	517 643	173 317	40 547	6 341 407
TOTAL PASSIF	17 021 604	3 709 048	986 746	550 914	22 268 312

11.4 Bilan sectoriel 2010

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2010
Ecart d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 385 038	6 092	34 162	-	3 425 292
Immobilisations corporelles	2 186 392	935 405	269 889	287 062	3 678 748
Immobilisations financières	262 660	32 929	-	-	295 589
Impôts différés	139 031	957 259	155 038	-	1 251 328
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	8 392 982	1 931 685	459 089	287 062	11 070 818
Stocks et en-cours	4 442 632	444 740	337 517	-	5 224 889
Clients et comptes rattachés	831 327	1 005 508	161 093	985 413	2 983 341
Autres actifs courants	1 011 793	124 611	28 545	-	1 164 949
Autres actifs financiers courants	8 490	-	-	-	8 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 415 672	68 055	85 982	-	1 569 709
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	7 709 914	1 642 914	613 137	985 413	10 951 378
TOTAL ACTIFS	16 102 896	3 574 599	1 072 226	1 272 475	22 022 196
Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31/12/2010
Capital	1 278 462	-	-	-	1 278 462
Primes d'émission, de fusion, d'apport	31 408 383	-	-	-	31 408 383
Réserves consolidées	(18 142 392)	883 870	605 822	(940 306)	(17 593 006)
Résultat Groupe de l'exercice	(7 046 234)	2 146 848	255 889	2 135 723	(2 507 774)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	7 498 219	3 030 718	861 711	1 195 417	12 586 065
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	2 712	-	-	-	2 712
Avances conditionnées	444 538	-	-	-	444 538
Provisions non courantes	284 336	-	-	-	284 336
Impôt différé passif	129 011	-	-	-	129 011
Dettes financières long terme	2 974 688	-	-	-	2 974 688
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 832 573	-	-	-	3 832 573
Provisions courantes	29 690	-	-	-	29 690
Autres passifs financiers courants	1 506 367	-	-	-	1 506 367
Dettes financières court terme	13 460	-	-	-	13 460
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 056 828	327 940	60 514	77 058	2 522 340
Autres passifs courants	1 163 047	215 941	150 001	-	1 528 989
TOTAL PASSIFS COURANTS	4 769 392	543 881	210 515	77 058	5 600 846
TOTAL PASSIF	16 102 896	3 574 599	1 072 226	1 272 475	22 022 196

12. Décomposition du coût des ventes

La composition de ce poste se répartit comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Achats consommés de matières, marchandises sous-traitance	3 940 400	3 197 685	2 508 383
Main d'œuvre (y compris intérim)	1 166 452	1 090 633	1 135 091
Amortissements industriels	173 813	166 713	207 833
Autres coûts de production	273 855	166 897	217 524
Total	5 554 520	4 621 928	4 068 831

13. Ventilation des charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges nettes d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Droits de propriété industrielle et commerciale	244 595	231 019	228 582
Autres immobilisations incorporelles	600 008	416 269	254 187
Terrains	1 103	1 413	1 412
Constructions	30 514	39 203	39 203
Installations techniques, matériel et outillage	1 135 003	482 602	828 810
Autres immobilisations corporelles	156 651	196 517	78 904
Total	2 167 874	1 367 023	1 431 098

Dépréciations	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Stock	459 680	(174 869)	449 422
Clients	2 251	23 372	(149 202)
Total	461 931	151 497	300 220

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Coûts des ventes	173 813	166 713	207 833
Frais de recherche et développement	802 910	642 557	456 510
Frais de commercialisation	933 986	408 005	647 359
Frais administratif	257 165	149 748	119 396
Total	2 167 874	1 367 023	1 431 098

14. Charges de personnel

Les frais de personnel se ventilent (hors dépenses d'intérimaires) de la manière suivante :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Coûts des ventes	1 166 452	1 090 633	1 135 091
Frais de recherche et développement (*)	127 603	105 094	137 674
Frais de commercialisation	4 066 591	3 994 144	3 072 822
Frais administratifs	1 497 336	1 447 842	1 181 289
Total	6 857 982	6 637 713	5 526 876

(*) : correspond aux frais de personnel non activés

15. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste est essentiellement composé des dotations et reprises de provisions comptabilisées dans le cadre de litiges salariaux ainsi que des plus et moins values de cessions d'immobilisations.

Pour l'exercice 2011, il comprend principalement trois éléments non récurrents significatifs :

- une plus value de cession nette de 122 000 euros liée à la vente d'un bâtiment industriel à La Rochelle détenu en crédit bail,
- un produit de 350 000 euros dans le cadre de la résolution d'un litige en propriété industrielle avec un concurrent,
- une charge de 220 000 euros correspondant à des honoraires engagés pour la mise en place d'accords et/ou de partenariats stratégiques visant à valoriser les produits innovants développés récemment.

16. Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Intérêts sur emprunts	113 023	71 312	46 277
Intérêts sur découverts	10 313	49 948	60 863
Intérêts sur factoring	5 333	6 157	6 952
Intérêts sur location financement	31 178	22 184	31 835
Garantie Oseo sur emprunts	36 800	49 695	61 007
Autres charges / (produits) financiers	4 660	14 769	20 096
Intérêts sur obligations remboursables	-	20 468	-
Coût de l'endettement financier net	201 307	234 533	227 030
Gains / (pertes) de change	19 112	(15 832)	10 558
Plus value latente sur VMP	3 833	1 780	587
Autres produits / (charges) financiers	22 945	(14 052)	11 145

17. Charges et produits d'impôt

Cette rubrique concerne uniquement les impôts différés constatés sur la période. Les crédits d'impôt ont été comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche a été constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 245 775 euros (278 418 euros en 2010).

18. Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2011, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Résultat net consolidé	(2 404 148)	(2 464 500)	(2 802 853)
Impôts sur les résultats	(61 521)	(520 618)	74 748
Résultat avant impôts	(2 342 627)	(1 943 882)	(2 877 601)
Paiement en actions	(440 277)	(304 943)	(229 167)
Résultat imposable	(1 902 350)	(1 638 939)	(2 648 434)
Ajustement crédit impôt recherche	(245 775)	(278 818)	(199 522)
Résultat imposable hors crédit impôt recherche	(2 148 125)	(1 917 757)	(2 847 956)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 33,33 %	715 970	546 259	882 723
Ecart de taux sociétés étrangères	(64 945)	(3 717)	(189)
Impôts sur différences permanentes	125 902	(30 991)	(25 087)
Déficits reportables non activés	(435 860)	(894 930)	(850 400)
Correction taux d'impôt	-	(66 445)	-
Plafonnement des impôts différés actifs	(421 047)	(160 398)	7 704
Autres	18 459	(3 552)	(7 181)
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	(61 521)	(520 618)	74 748

19. Résultat par action

Le résultat par action de base et dilué évolue comme suit :

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Nombre total d'actions	8 014 097	7 707 334	6 886 231
Résultat net part du Groupe	(2 394 797)	(2 507 774)	(2 778 907)
Résultat de base par action	(0,30)	(0,33)	(0,40)

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Nombre total d'actions	8 014 097	7 707 334	6 886 231
Nombre total d'actions après effet dilutif	8 395 668	8 120 202	7 005 187
Résultat net part du Groupe	(2 394 797)	(2 507 774)	(2 778 907)
Résultat net par action dilué	(0,29)	(0,31)	(0,40)

J/ AUTRES INFORMATIONS

1. Engagements hors bilan

- Engagements donnés dans le cadre de crédit moyen terme

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Nantissements de fonds de commerce (1)	4 180 000	4 760 000	5 018 750
Nantissements de titres (2)	-	-	6 702 778
Gage sur instruments financiers (3)	203 550	203 550	50 000
Garanties solidaires (4)	560 000	160 000	160 000
Gage espèces (5)	15 000	-	-

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires contractés par MEDICREA INTERNATIONAL.

(2) 4 826 actions de la société MEDICREA TECHNOLOGIES sur un total de 6 336 titres en garantie d'emprunts bancaires contractés par MEDICREA INTERNATIONAL pour l'acquisition de MEDICREA TECHNOLOGIES.

Ces nantissements s'accompagnent de clauses pari passu au profit de chaque partenaire bancaire ayant financé l'opération de rachat de MEDICREA TECHNOLOGIES et d'assurances hommes-clefs sur les personnes de Messieurs SOURNAC et CAFFIERO.

(3) Sicav monétaires garantissant un emprunt octroyé pour l'acquisition de brevets et une caution bancaire pour paiement de loyers.

(4) garanties solidaires de MEDICREA INTERNATIONAL au profit de MEDICREA EUROPE FRANCHOPHONE pour un crédit de trésorerie de 160 000 euros et un emprunt moyen terme de 400 000 euros.

(5) retenue de garantie conservée par OSEO comme gage espèces lors de la mise en place d'un prêt participatif de 300 000 euros.

- Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédit court terme

En Euros	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Autorisations de découverts confirmées	245 000	45 000	2 005 000
Cessions de créances commerciales - Dailly	300 000	300 000	300 000
Garantie au titre du Fonds National de Garantie (1)	240 000	-	-

(1) garantie reçue lors de la mise en place d'un prêt participatif avec OSEO de 300 000 euros. Cette garantie s'élève à 80 % du financement.

Le montant total des découverts autorisés au 31 décembre 2011 s'élève à 605 000 euros dont 245 000 euros ont fait l'objet d'une confirmation écrite stricto sensu.

- Autres engagements

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

Le volume d'heures de droit à la formation (DIF) acquis par les salariés des sociétés françaises du Groupe et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande d'utilisation s'élève à 4 927 heures au 31 décembre 2011. Le Groupe ne dispose pas du recul statistique nécessaire et n'est par conséquent pas en mesure de chiffrer de façon fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit par les salariés. Compte tenu de la possibilité pour le Groupe d'intégrer l'essentiel du coût de ce droit dans son plan de formation générale, aucune provision n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2011.

2. Effectif

L'effectif par collège et par zone géographique se répartit comme suit

	31.12.2011	31.12.2010	31.12.2009
Cadres	48	44	42
Agents de maîtrise - Employés	55	51	48
Total	103	95	90
Dont France	70	68	65
Dont Royaume Uni	10	9	6
Dont Etats-Unis	23	18	19

3. Avantages au personnel – Indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE ainsi que MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/ Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision non courante. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 45 % pour les cadres et 41 % pour les non cadres
- taux de revalorisation des salaires : 2 %
- mode de départ : à l'initiative du salarié
- table de mortalité : INSEE TD/TV 2006-2008 par sexe
- taux de rotation : en fonction du collègue (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au delà de 50 ans
- taux d'actualisation : 4,75 %

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2011 s'élève à 158 482 euros, comparé à 126 836 euros au 31 décembre 2010.

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères du Groupe, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

4. Avantages au personnel – Paiement fondé sur des actions

4.1. Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006 et 25 juin 2009 ont autorisé la mise en place d'options de souscription ou d'achat d'actions et l'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010 et 16 juin 2011 ont attribué des options de souscription d'actions et des actions gratuites.

- Options de souscription

Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2).

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05/06/08	25/06/09	17/12/09	17/06/10	16/06/11
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500
Prix de souscription	6 €	6,16 €	6,32 €	6,14 €	9,10€
Période d'acquisition des droits	0-2 ans ¹⁾	1-3 ans ²⁾	0-2 ans ³⁾	1-3 ans ⁴⁾	1-3 ans ⁵⁾
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

- 1) Tous les droits ont été acquis le 15 juin 2010
- 2) Un tiers des droits acquis le 25 juin 2010, un tiers le 25 juin 2011 et un tiers le 25 juin 2012
- 3) Un tiers des droits acquis le 17 décembre 2009, un tiers le 25 juin 2011 et un tiers le 25 juin 2012
- 4) Un tiers des droits acquis le 17 juin 2011, un tiers le 17 juin 2012 et un tiers le 17 juin 2013
- 5) Un tiers des droits acquis le 16 juin 2012, un tiers le 16 juin 2013 et un tiers le 16 juin 2014

L'acquisition des options est subordonnée à la présence du salarié dans l'entreprise à la date d'acquisition. Sur les 347 715 options attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis, 19 000 options ont été annulées ce qui porte à 328 715 au 31 décembre 2011 le nombre d'options attribuées.

- Actions gratuites

112 348 actions ont été attribuées (108 848 actions en total à fin 2010 et 3 500 actions en juin 2011). Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains.

Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2011, le nombre d'actions gratuites attribuées aux salariés s'élève à 104 628, après annulation de 7 720 actions.

4.2. Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2011 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	États-Unis
Solde au 31.12.10	239 048	6,15	6,13	104 128	0,57	2,88
- attribuées	95 500	6,46	10,58	3 500	1,46	-
- annulées	5 833	5,15	6,13	3 000	0,07	-
- expirées						
- exercées (1)				45 444		
Solde au 31.12.11	328 715	5,50	7,42	59 184	0,11	1,88

(1) : correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés français en 2008 et en 2009, dont la période d'acquisition est désormais > à 2 ans

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2010 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.09	139 415	6,89	6,12	62 963	1,18	3,31
- attribuées	112 800	6,46	6,14	45 385	1,28	3,46
- annulées	13 167	5,89	6,12	4 720	0,18	2,31
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.10	239 048	6,15	6,13	104 128	0,57	2,88

Aucune option n'a encore été exercée au 31 décembre 2011.

4.3. Impacts comptables des instruments attribués

Conformément à la norme IFRS 2, les instruments de rémunération sur base d'actions sont comptabilisés comme des charges de personnel à hauteur de la juste valeur des instruments attribués, évaluée à la date d'attribution. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits :

- pour les options de souscription accordées le 5 juin 2008, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers sur un an et un tiers sur deux ans,
- pour les options de souscription accordées le 25 juin 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 17 décembre 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2011 et un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2012,
- pour les options de souscription accordées le 17 juin 2010, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 16 juin 2011, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur deux ans hormis pour les bénéficiaires américains pour lesquels la durée est de quatre ans.

Le Groupe utilise un modèle de Black & Scholes pour estimer la juste valeur des options de souscription attribuées. Cette méthode repose sur des hypothèses déterminées à la date d'évaluation telles que la volatilité attendue du titre MEDICREA, le taux sans risque et le taux de dividendes attendus.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables, compte tenu du faible historique récent de cours disponible sur le titre MEDICREA.

La durée de vie attendue des options a été calculée comme la moyenne entre la durée d'acquisition des droits et la durée de vie contractuelle de l'instrument. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

Sur la base de ces hypothèses, les résultats pour ces plans sont présentés dans le tableau suivant :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur en €	Charge comptable 2011 K€	Charge totale du plan K€
05/06/2008	Option	25 215	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	69
05/06/2008	Action	16 793	Gratuite	5,73	0%	-	-	5,73	3	96
25/06/2009	Option	94 200	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,77	50	261
25/06/2009	Action	40 700	Gratuite	6,55	0%	-	-	6,55	65	267
17/12/2009	Option	14 000	6,09	5,96	0%	40%	2,54%	2,38	8	33
17/12/2009	Action	1 000	Gratuite	5,96	0%	-	-	5,96	6	12
17/06/2010	Option	101 300	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,39	105	243
17/06/2010	Action	42 635	Gratuite	6,22	0%	-	-	6,22	109	265
16/06/2011	Option	29 000	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	29	89
16/06/2011	Option	65 000	11,27	9,40	0%	33%	2,37%	3,92	60	252
16/06/2011	Action	3 500	Gratuite	9,40	0%	-	-	9,43	9	33
TOTAL		433 343							444	1 620

5. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte 2 dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Mr Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Mr Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur Denys SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la société MEDICREA INTERNATIONAL. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, dont Monsieur Denys SOURNAC est co-gérant, perçoit des honoraires pour les fonctions de Direction Générale de MEDICREA INTERNATIONAL assurée par Monsieur Denys SOURNAC. Ces honoraires sont versés via un contrat d'animation entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2011 pour les travaux effectués par Monsieur Denys SOURNAC s'est élevé à 292 000 euros HT (contre 261 333 euros HT facturés lors de l'exercice 2010, en incluant également les facturations d'ORCHARD INTERNATIONAL à MEDICREA TECHNOLOGIES).

Mr Denys SOURNAC n'a pas perçu de la société MEDICREA INTERNATIONAL d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 2 000 euros en 2011 (2 133 euros en 2010).

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes exports de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, dont il est co-gérant, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat d'animation qui lie les deux sociétés.

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé, au 31 décembre 2011, la somme de 151 424 euros HT à MEDICREA INTERNATIONAL au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO (au cours de l'année 2010, Mr Jean Philippe CAFFIERO était salarié de MEDICREA INTERNATIONAL, et avait perçu à ce titre une rémunération brute hors charges sociales de 95 700 euros).

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 2 000 euros en 2011 (2 133 euros en 2010).

6. Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société ont évolué comme suit :

	Au 31 décembre 2011			Au 31 décembre 2010		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Orchard International (1)	1 727 490	20,94	31,89	1 657 250	20,74	31,67
Denys Sournac	188 000	2,28	3,54	188 000	2,35	3,59
Jean Philippe Caffiero	247 589	3,00	4,51	247 589	3,10	4,57
Autres Administrateurs						
Patrick Bertrand (2)	96 080	1,16	1,04	96 080	1,20	1,34
Christophe Bonnet	51 064	0,62	0,95	50 000	0,63	0,95
Jean Joseph Moreno	22 900	0,28	0,36	15 000	0,19	0,29
Marc Recton	12 500	0,15	0,24	14 672	0,18	0,28
François Régis Ory (2)	96 333	1,17	0,91	96 333	1,21	0,92
Matignon Investissements (3)	-	-	-	510 549	6,39	4,88
Total	2 441 956	29,60%	43,44%	2 875 473	35,99 %	48,49 %

(1) : Actions détenues par Denys Sournac et Jean Philippe Caffiero par l'intermédiaire de la holding patrimoniale ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2011 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile Denys Sournac Company	57,15 %
- Société civile PLG Invest	33,13 %
- Améliane SAS	5,01 %
- Famille Caffiero	4,69 %
- Denys Sournac	0,03 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

(3) : fin du mandat d'administrateur au cours de l'exercice 2011

7. Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture des différentes prestations aux sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES (jusqu'en 2010) dont les montants ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

En Euros	Montant HT facturé 2011	Montant HT facturé 2010	Montant HT facturé 2009
A MEDICREA INTERNATIONAL	661 165	242 958	100 000
Prestations management	292 000	186 333	100 000
Refacturation personnel	152 000	37 998	-
Refacturation directeur délégué	151 424	12 500	-
Refacturation frais directeur délégué	53 741	3 627	-
Quote part sur frais	12 000	2 500	-
A MEDICREA TECHNOLOGIES	-	75 000	100 000
Total	661 165	317 958	200 000

8. Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, détenue à hauteur de 70 % n'est pas intégrée. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

K/ CARACTERE SAISONNIER OU CYCLIQUE DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE

D'une manière générale, l'activité du Groupe MEDICREA n'est pas fortement influencée par des effets de cycle ou une saisonnalité marquée des ventes. L'activité chirurgicale est traditionnellement moins importante durant la fin de l'année et les vacances d'été, modifiant ainsi l'activité commerciale sur ces périodes.

L/ EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun élément n'est à reporter.